

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 mars 2026

On cumulait au 13 mars depuis le 1^{er} janvier, plus de 31.000 visites (hors robots) et 75.000 documents ouverts ou téléchargés, c'est peu, pas suffisamment pour qu'il y ait des lecteurs qui se manifestent, c'est dommage.

Il y a peu, je n'avais plus aucun contact avec la France, dorénavant j'en ai deux, ma fille institutrice de 45 ans et un ex-collègue de travail de 70 ans, on discute sur WhatsApp. Donc, je ne suis plus totalement isolé.

Ici, à Trichitrambalam, au Tamil Nadu, 33°C à midi à l'ombre, c'est supportable, soleil radieux ; le chant des oiseaux, au-dessus de l'écran de l'ordinateur, une vue sur un magnifique hibiscus rouge en fleurs, il donne jusqu'à 30 quotidiennement, la nature est plus généreuse que les hommes ; vie tranquille, pépère quoi, l'idéal pour un vieillard !

Il est 13h, j'ai terminé mon boulot, j'avais commencé à 9h30, il reste juste à ajouter quelques documents. En fait, je travaille aussi un peu en fin de soirée après avoir regardé un film ou un concert. En dormant mieux ma productivité augmente, voilà qui ne va pas plaire aux patrons, décidément, ils ne sont jamais contents !

On terminera en ayant une pensée amicale et fraternelle pour tous nos amis Palestiniens, Syriens, Irakiens, Libyens, Soudanais, Vénézuéliens, Cubains et tant d'autres, dont je n'ai pas parlé dans cette causerie.

Sans idéal et sans engagement politique, je crains que vous ne souffriez atrocement quand vous serez devenus vieux ou vieilles, pensez-y, c'est la meilleure thérapie pour finir et partir tranquille.

Au fait, j'ignore toujours si depuis le 28 février il y a eu des manifs en France en soutien à l'Iran ?

J'ai trouvé cela sur le Net.

Les manifestations dans le monde en réaction à la guerre contre l'Iran - legrandcontinent.eu 13 mars 2026

Dans les six jours suivant le début de l'offensive contre l'Iran, le 28 février, l'ONG Armed Conflict Location & Event Data (ACLED) a recensé plus de 1 000 manifestations à travers le monde, menées par des opposants ou des soutiens au régime iranien et à l'intervention militaire israélo-américaine.

Dans leur grande majorité (81 %), ces mouvements ont dénoncé l'attaque contre l'Iran.

Si la majeure partie de ces manifestations contre la guerre a eu lieu au Moyen-Orient (43 %), plus de 300 mouvements ont également été recensés en Asie, soit plus d'un tiers (35 %) du total.

60 manifestations contre la guerre israélo-américaine ont eu lieu en Europe (7 %), 129 en Amérique du Nord (15 %) et 8 en Afrique (1 %).

J-C – La réaction diabolise le régime iranien depuis 47 ans avec la complicité de la « gauche » et l'« extrême gauche », du coup les uns et les autres ne manquent pas de prétextes pour ne pas organiser une manifestation en soutien à l'Iran ou ne pas y participer quand il y en a une, ils craignent de passer pour des terroristes ou des antisémites, vous vous rendez compte, de quoi ?

Dites-moi, s'ils ont les mains propres ou la conscience tranquille, ils craignent quoi au juste, rien, non ? Ou alors ce sont des lâches, c'est possible ou même probable, entre autres, à mon avis les deux. L'avant-garde du mouvement ouvrier est à reconstruire de fond en comble.

Etaler sa culture comme de la confiture sur une tartine n'est pas sans risque.

Réponse à Xavier Azalbert de France-Soir qui a rédigé l'article : *La culture de consommation : la drogue qui abrutit les masses – du rap à la télé-poubelle*, publié le 12 mars 2026.

J-C - Que dire de "*la culture de consommation*" des classes moyennes auxquelles vous appartenez, qui portent la responsabilité de la situation actuelle du fait de leurs conditions privilégiées par rapport aux masses.

Révélation de « Mediapart » sur le nazi Quentin Deranque auquel ils avaient rendu hommage en famille à l'Assemblée nationale et au Sénat de RN à LFI.

HuffPost - Un mois après la mort de Quentin Deranque à Lyon, des révélations de Mediapart obtenues grâce à la découverte et à l'analyse de ses comptes X (ex-Twitter) précisent le profil du jeune homme, sans laisser aucun doute sur son appartenance à l'extrême droite la plus radicale et violente. Ce qui relance le malaise de la classe politique, notamment après la minute de silence à l'Assemblée nationale, réclamée et obtenue par l'extrême droite.

Le 17 février, l'intégralité des députés présents - à l'exception d'une seule - s'était levée en mémoire de Quentin Deranque. Si des réserves avaient été exprimées par certains, aucun des groupes politiques ne s'était opposé à la demande formulée par l'allié du RN Éric Ciotti de rendre hommage au jeune homme. La minute de silence s'était alors déroulée sans encombre. Mais ce vendredi 13 mars, sa légitimité est de nouveau contestée par des élus de la France insoumise à la lumière des publications exhumées par le site d'investigation.

La plupart des publications ont été écrites entre 2022 et 2025, sous trois pseudos : @PatricienD, @Gavariou et @ultragavariou. Quentin Deranque déclare ouvertement « vouloir le fascisme » en janvier 2025 et se définit lui-même comme tel. Viennent également une série de déclarations à la fois xénophobes et brutales. À l'image de ces appels aux meurtres, documentés par plusieurs occurrences du sigle « TND » pour « Total Nigger Death » (« Mort totale des nègres »), ou l'utilisation du terme « bouègre » pour parler des « bougnoules » et « nègres »... « Être raciste

c'est simplement faire le constat de l'existence de race, cela n'implique pas d'avoir une haine viscérale des autres races », ânonne-t-il en mai 2024. Puis en décembre : *« On ne peut pas vivre avec des Africains, qu'ils soient délinquants ou non ».*

S'y ajoutent de nombreux propos antisémites. *« Moi je soutiens Adolf mais chacun son truc »,* répond-il en juillet 2024 à un internaute qui manifeste son *« soutien aux pd, trans et adelphe »*. Toujours dans un échange avec d'autres utilisateurs de la plateforme, il encourage à *« faire lire à tous les lycéens »* un chapitre de Mein Kampf. Ou appelle à *« supprimer »* les lois Pleven et Gayssot qui punissent le racisme et l'antisémitisme. Des personnalités de la lutte pour les droits des femmes et l'avortement sont aussi dans son viseur. *« Il faudra déterrer et fusiller (((Halimi))) »,* écrit-il par exemple, reprenant les codes de l'écriture antisémite avec la triple parenthèse.

En parallèle, alors qu'il était décrit par ses amis comme *« pacifiste »*, la liste de ses activités dit autre chose. Selon Mediapart, Quentin Deranque participe à des rendez-vous où membres de groupe d'ultradroite s'entraînent à se battre. Le site d'investigation relate notamment un *« jeu »* avec de faux couteaux dont Quentin Deranque sort victorieux à plusieurs reprises et *« à la surprise générale »* au vu de son petit gabarit. Quant à sa proximité avec les partis d'extrême droite les plus radicaux, il l'assume par son vote pour la liste *« Forteresse Europe »* aux européennes 2024, conduite par Pierre-Marie Bonneau, un avocat ex-membre du GUD.

Contacté par Le HuffPost, l'entourage de Yaël Braun-Pivet indique que *« la présidente (de l'Assemblée nationale) est horrifiée par ces révélations »*. Pour autant, pas question d'endosser la responsabilité de l'hommage. *« La décision a été prise dans un contexte de grand émoi »,* rappelle son équipe, qui insiste : *« La minute de silence a été adoptée à l'unanimité par la conférence des présidents, sur proposition d'Éric Ciotti, et sans aucune objection, y compris de Mathilde Panot. »* HuffPost 13 mars

J-C- On comprend mieux pourquoi la famille de ce nazi avait fait preuve de discrétion après sa mort.

Les abrutis de LFI n'ont fait aucune *« objection »* à cette minute de silence, par tous les bouts ils sont compromis jusqu'à la moelle.

Toutes les manifestations politiques (Meeting, conférence, manifestation, etc.) d'organisation du mouvement ouvrier devraient bénéficier d'un service d'ordre pour assurer la sécurité de ses organisateurs et ses participants, à titre défensif exclusivement.

Il y a des camarades qui réclament la formation de milices ouvrières d'autodéfense. Pourquoi pas, mais en dehors du cas que je viens d'évoquer, je ne vois pas à quoi elles pourraient servir, et à conditions que tous ses membres soient organisés, donc encadrés et disciplinés, sous contrôle afin d'éviter tout dérapage.

C'est à la direction des partis ou des syndicats, que revient la tâche d'organiser leur propre service d'ordre parmi leurs militants, et à personne d'autre.

Nous sommes des militants, nous militons pour une cause, nous ne sommes pas des justiciers, des refoulés en quête de vengeance qui seraient animés par une haine aveugle, nous n'entendons pas nous substituer à la justice, pourquoi pas demander à se placer sous sa protection pendant qu'on y est ! Non, tout cela nous est totalement étranger, c'est étranger aux traditions du mouvement ouvrier qui combat pour renverser un système économique et un régime politique, et non pour s'en prendre

à des personnes quelles qu'elles soient, le dénouement de la lutte des classes décidera du sort de chacun d'entre eux.

La cruauté de certains acteurs politiques restera impunie ou non, nous n'en savons rien et nous n'y pouvons rien à ce stade. En revanche, ce qu'on sait, c'est que le moment venu les masses se chargeront de les juger et de leur infliger les sanctions qu'ils méritent.

Et s'ils mourraient de vieillesse dans leur lit comme Franco ou Pinochet, dites-vous bien, que parvenus à la vieillesse et malades, ils auront plus de mal que vous à supporter les affres de la mort, les souffrances qui souvent la précèdent, pour avoir cru que seules leurs innocentes victimes les méritaient. Ce châtiment sera particulièrement terrifiant pour ceux qui croyaient détenir des pouvoirs illimités ou divins, car leur vulnérabilité sera soumise à de si dures épreuves, qu'aucun tribunal n'aurait pu leur infliger une peine plus lourde ou sévère.

Si cela peut vous soulager, car il y a toujours une justice pour les ordures, en guise de privilège suprême en quelque sorte !

Si on a confiance dans les masses, on n'a aucune raison de douter en la victoire finale de la vérité et de la justice, du socialisme, de se laisser aller à des comportements anarchiques qui porteraient atteinte à notre cause.

Suite de l'article consacré hier à Thierry Meyssan, se félicitant que l'Axe de la Résistance au Moyen-Orient ait « *disparu* ».

Démenti par les faits.

- Un événement sans précédent : la publication d'une déclaration commune (la 33ème de l'opération True Promise 4) annonçant une attaque conjointe de cinq heures menée par les Gardiens de la révolution et la Résistance libanaise. Celle-ci a visé plus de 50 sites dans les territoires occupés, de Haïfa à Tel-Aviv en passant par Beersheba.
- Un analyste militaire sur *Al-Jazeera* a confirmé que la capacité du Hezbollah à tirer 100 missiles par jour (38 attaques enregistrées en 24 heures hier et 200 missiles lancés la nuit dernière) est un «*échec cuisant des services du renseignement israéliens*», prouvant que le groupe opère avec une nouvelle structure fortifiée.

La suite plus loin.

Trump n'a rien à envier aux nazis, la preuve, si besoin était.

Lu.

Le président Donald Trump a déclaré que la marine américaine avait choisi de couler une frégate iranienne, tuant plus de 100 marins la semaine dernière, car c'était «*plus amusant*» que de capturer le navire, même si celui-ci ne représentait aucune menace.

Bien que les bilans des victimes varient, l'agence de presse officielle iranienne, l'Organisation de presse de la République islamique, a rapporté dimanche que 104 membres d'équipage avaient été tués et 32 autres blessés lors de l'attaque, le 4 mars, lorsqu'un sous-marin américain a torpillé la frégate iranienne IRIS Dena dans l'océan Indien, alors qu'elle quittait les manœuvres navales Milan Peace 2026 organisées en Inde.

L'IRIS Dena se trouvait à plus de 3200 kilomètres du golfe Persique au moment de l'attaque, loin des hostilités déclenchées le 28 février par les États-Unis et Israël lors de l'entrée en guerre du pays contre l'Iran. Contrairement aux affirmations américaines, des responsables iraniens et indiens ont déclaré que le navire n'était pas armé.

Dans ce que le commentateur politique Adam Schwarz a décrit comme *«l'aveu le plus désinvolte d'un crime de guerre par un président américain de toute l'histoire»*, Trump a relaté lundi avec désinvolture la décision de la marine américaine d'attaquer le navire devant un rassemblement de républicains lors d'un événement du Congressional Institute, un organisateur de retraites à but non lucratif aligné sur le GOP.

Trump : *«J'ai dit : «Pourquoi ne pas simplement capturer le navire ? Nous pourrions l'utiliser. Pourquoi les avons-nous coulés ?» Il a répondu : «C'est plus amusant de les couler». Ils préfèrent les couler»*.

Il a suggéré que la Marine avait fait sauter le navire non pas pour neutraliser une menace, mais par pur plaisir.

Après avoir affirmé avec exagération que la marine iranienne avait *«disparu»* suite aux bombardements américains, Trump a déclaré avoir d'abord été *«un peu agacé»* par les hauts gradés qui avaient ordonné le sabordage du Dena, qu'ils avaient décrit comme un navire *«de pointe»*.

Trump a raconté avoir demandé : *«Pourquoi ne pas simplement capturer le navire ? Il nous aurait été utile. Pourquoi l'avons-nous coulé ?»*

Il a ajouté qu'un responsable, non identifié, lui avait répondu : *«C'est plus amusant de les couler»*.

Sous les rires de l'assistance, Trump a poursuivi, riant lui-même :

«Ils préfèrent les couler. Ils disent que c'est plus sûr. Je suppose que c'est probablement vrai».

«Un navire militaire peut être une cible légitime», a déclaré Phyllis Bennis, codirectrice du projet Nouvel internationalisme de l'Institute for Policy Studies, à Common Dreams. *«Mais tirer sur n'importe quel navire – sur n'importe qui, n'importe où – pour le «plaisir» représente le genre de dépravation immorale pour laquelle cette Maison-Blanche est tristement célèbre»*.

Mme Bennis a ajouté que *«ne pas tout mettre en œuvre pour secourir les personnes à bord constitue assurément un crime de guerre»*, car la deuxième Convention de Genève exige des forces armées qu'elles prennent toutes les mesures possibles pour rechercher et secourir les naufragés, les blessés et les malades.

Selon Bennis, même si l'attaque du navire était légale en soi, elle s'inscrivait dans un contexte d'*«illégalité»* flagrante.

«Cet épisode choquant constitue une violation manifeste par les États-Unis de ce que les procès de Nuremberg ont qualifié de «crime international suprême» : le crime d'agression», a-t-elle déclaré. «Les États-Unis n'avaient aucun droit légal d'entrer en guerre contre l'Iran. Le Conseil de sécurité des Nations unies n'avait pas autorisé le recours à la force et il n'y a pas eu d'«attaque armée» de l'Iran contre les États-Unis justifiant une légitime défense immédiate. »

«En l'absence de ces éléments, la Charte des Nations unies est très claire : aucun pays ne peut attaquer un autre pays», a-t-elle poursuivi. «Agir ainsi, comme l'ont conclu les juges de Nuremberg, constitue le crime d'agression, le crime ultime».

J-C – Ils nous font chier avec l'ONU, leur « Charte des Nations unies » et leur « Conseil de sécurité des Nations unies », et autre tribunal de « Nuremberg » ou « Convention de Genève » qui ne servent qu'à cautionner l'ordre mondial existant le reste du temps qu'il nous faut abattre.

Vraiment, ça ne cassait pas des briques !

J-C – Je me moque des crétins qui s'étaient faits de graves illusions dans les BRICS. Qu'en pensent-ils aujourd'hui ? Ils doivent tirer à boulets rouges contre ces « *traîtres* », pour mieux faire oublier leur propre compromission ou ignorance.

Je parcours quotidiennement leurs commentaires dans différents blogs, ils continuent de l'ouvrir ou de brailler comme si de rien n'était, au lieu de faire profil bas ou reconnaître leur erreur d'appréciation sur les BRICS. On s'en serait douté, ils sont aussi schizophrènes ou mythomanes que ceux à qui ils s'en prennent. Mais bon, Trump fait le ménage, au moins il aura servi à quelque chose !

Lu.

Les pays des BRICS sous la présidence indienne n'ont pas apporté de réponse collective à la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Bien que la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud aient condamné les frappes contre l'Iran, l'Inde a prudemment appelé au dialogue, ce qui souligne les divergences au sein du groupe.

L'agence qatarie Al-Jazeera rappelle que lorsque le Brésil présidait les BRICS, les membres du groupe, que l'Iran a rejoint le 1er janvier 2024, avaient critiqué les attaques américano-israéliennes contre l'Iran en juin 2025. Mais en décembre 2025, la présidence est passée à l'Inde, et depuis le début de l'opération Fureur épique, au cours des six premiers jours de laquelle plus de 1230 Iraniens ont été tués, aucune déclaration collective n'a émané des BRICS.

Selon les analystes, les réactions divergentes des membres des BRICS au conflit iranien témoignent de la difficulté à parvenir à un consensus entre des États du groupe aux liens géopolitiques et aux priorités stratégiques variés. «*Il n'y a pas d'unité au sein du groupe. Et cela sape l'idée d'une action commune*», a déclaré au *New York Times* Paulo Nogueira Batista Jr., économiste et ancien vice-président de la Banque de développement des BRICS.

La guerre en Iran, selon le journal américain, met à l'épreuve l'unité des BRICS et oblige les membres du groupe à se poser une question inconfortable : peuvent-ils réellement construire un nouvel ordre mondial sans alignement idéologique ?

Iran.

Censure américaine des images des dégâts matériels côté israélien.

Une société d'images satellites prolonge le retard de diffusion des images du Moyen-Orient afin d'empêcher leur utilisation par les adversaires des États-Unis. - Reuters 11 mars 2026

Planet Labs, basé en Californie, a élargi les restrictions sur l'accès à ses images du Moyen-Orient pour empêcher les adversaires de l'utiliser pour attaquer les États-Unis et leurs alliés, un signe de la façon dont l'expansion des affaires spatiales commerciales peut avoir un impact sur les conflits.

Planet, qui exploite une importante flotte de satellites d'imagerie de la Terre et vend des images fréquemment mises à jour aux gouvernements, aux entreprises et aux médias, a déclaré lundi aux clients qu'elle étendait les restrictions à une période de 14 jours à compter d'un délai de quatre jours imposé la semaine dernière.

"Ce conflit est dynamique et à bien des égards unique aux autres, et ainsi Planet prend des mesures robustes pour s'assurer que nos images ne contribuent en aucun cas aux attaques contre le personnel allié et l'OTAN et les civils", a déclaré le porte-parole.

Que cela ne tienne :

Tel Aviv 'On Fire' As Iran Drops Cluster Bombs; Israel Fails To Block Blitz | 15+ Blasts Reported - Times Of India 9 mars 2026

<https://www.youtube.com/watch?v=xT7ZBfUntFI>

La frappe de drone iranien frappe le quartier général israélien de Shin Bet - tasnimnews.ir 12 mars 2026

Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a annoncé une attaque de drones visant la base aérienne de Palmahim et le quartier général du Shin Bet (Shabak) en Palestine occupée, selon un nouveau communiqué.

Le CGRI a déclaré qu'il avait lancé un assaut contre les établissements militaires israéliens à l'aide de drones destructeurs, en se concentrant sur la tour d'observation, la piste et les hangars des bases aériennes de Palmahim et d'Ovbed, ainsi que sur le quartier général du Shin Bet.

La base aérienne de Palmahim, située près de Tel-Aviv, sert de site de lancement pour les satellites et les essais de missiles pour Israël, et abrite des systèmes de défense antimissile tels que les drones David's Sling et Hermes 900.

La base aérienne d'Ovbed est considérée comme une installation stratégique et une base d'entraînement de l'armée de l'air israélienne, abritant historiquement des avions de chasse F-22 des États-Unis.

Shin Bet, l'agence de sécurité intérieure d'Israël, fonctionne comme le noyau opérationnel et est responsable de la direction des opérations de sécurité, de la coordination de la protection des VIP et des installations vitales.

L'Iran affirme que les États-Unis ravitaillent des avions frappés par la défense aérienne - tasnimnews.ir 12 mars 2026

Le siège central iranien de Khatam al-Anbia a annoncé vendredi que les forces de la Résistance irakienne avaient visé l'un des avions de ravitaillement américains.

"L'un des avions de ravitaillement américains a été touché par les systèmes de défense aérienne de la Résistance irakienne dans l'ouest de l'Irak et s'est écrasé", a déclaré le porte-parole du quartier général central iranien de Khatam al-Anbia.

"Tout le personnel de l'avion a été tué", a ajouté le porte-parole.

Plus tôt, le commandement central américain avait annoncé dans un communiqué qu'il était conscient de la perte d'un avion de ravitaillement américain KC-135.

Les derniers développements.

- L'Iran a lancé son attaque la plus puissante contre Israël, en tirant 30 missiles balistiques, affirme le CGRI

L'armée iranienne a lancé 30 missiles balistiques ultra-lourds d'une à deux tonnes sur le territoire israélien, rapporte l'agence de presse iranienne Fars, citant le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Le communiqué souligne que cette attaque est la plus puissante depuis le début du conflit.

- L'Iran annonce l'arrestation d'un autre agent du Mossad

La police iranienne a interpellé un autre agent des services de renseignement israéliens à Khorramabad, dans la province du Lorestan, à l'ouest de l'Iran, rapporte l'agence de presse Fars, citant la police régionale. Selon un communiqué, l'espion photographiait des installations. Il s'agit du septième agent du Mossad arrêté en Iran depuis le début de l'offensive américano-israélienne.

- Les États-Unis déploient un corps expéditionnaire de Marines au Moyen-Orient, selon le Wall Street Journal

Le commandement américain envoie des unités supplémentaires de la marine et du Corps d'infanterie de marine au Moyen-Orient, rapporte le *Wall Street Journal*, citant des sources. D'après

le quotidien américain, cette décision intervient alors que l'Iran intensifie ses attaques dans le détroit d'Ormuz.

Des sources affirment que le navire d'assaut amphibie USS Tripoli et les Marines qui y sont affectés se dirigent du Japon vers le Moyen-Orient. Toujours selon le *Wall Street Journal*, ce déploiement comprend un groupe d'assaut amphibie et un corps expéditionnaire de Marines, généralement composé de 5 000 hommes.

- Tsahal affirme avoir mené plus de 7 000 frappes contre l'Iran et plus de 1 100 au Liban depuis le début de l'offensive

Environ 7 600 attaques ont été menées à ce jour par Israël contre l'Iran, dont plus de 2 000 contre des infrastructures et des quartiers généraux iraniens, et environ 4 700 contre des installations du programme de missiles, indique un rapport publié sur le site de l'armée israélienne. Par ailleurs, l'armée de l'air israélienne a effectué plus de 4 700 sorties de combat, dont plus de 380 vols dans l'espace aérien iranien.

Concernant l'action militaire contre le Hezbollah au Liban, Tsahal a mené plus de 1 100 frappes, dont environ 190 visant la force Radwan, plus de 200 sur des cibles liées aux missiles et aux lanceurs, environ 35 sur des cibles d'installations de commandement et de contrôle, et presque 80 frappes sur des immeubles de plusieurs étages utilisés par l'organisation.

- La France et l'Italie négocient avec l'Iran pour débloquent le détroit d'Ormuz, selon le Financial Times

Paris, Rome et d'autres capitales européennes ont entamé des pourparlers avec Téhéran afin de garantir la sécurité du passage des navires dans le détroit d'Ormuz, rapporte le *Financial Times*, citant des sources. Selon le quotidien américain, l'Allemagne, l'Italie et la France ont déployé des bâtiments en mer Rouge pour protéger les navires. Aucun pays européen n'est toutefois prêt à escorter directement les pétroliers dans le détroit d'Ormuz, par crainte d'attaques et d'une escalade militaire.

Ces initiatives diplomatiques suscitent par ailleurs des tensions au sein de l'Union européenne. Plusieurs États membres ont exprimé leur irritation face aux démarches engagées par certaines capitales auprès de Téhéran. D'autres s'inquiètent plus particulièrement des discussions menées par Paris et Rome, redoutant qu'elles n'affaiblissent la position commune de l'UE et n'ouvrent la voie à des accords séparés.

- L'Iran veut des garanties avant toute fin des hostilités, selon Axios

Les autorités iraniennes auraient informé plusieurs États arabes voisins qu'elles ne comptaient faire aucun compromis avec Washington ni mettre fin à la confrontation militaire, rapporte Axios en citant des sources.

Selon le média américain, Téhéran n'envisagerait pas de mettre un terme au conflit tant que la République islamique n'aura pas obtenu des garanties internationales fermes qu'aucune nouvelle agression ne sera menée contre son territoire.

Les responsables iraniens auraient également indiqué aux États arabes que, même après la fin de l'opération militaire américaine, l'Iran pourrait poursuivre ses frappes contre les bases militaires américaines au Moyen-Orient.

- Les actions des sociétés américaines ont perdu près de 1 000 milliards de dollars en raison du conflit au Moyen-Orient

Le marché boursier américain a fortement reculé le 12 mars, effaçant près de 1 000 milliards de dollars de capitalisation. Les investisseurs ont réagi à la flambée des prix du pétrole, sur fond d'escalade au Moyen-Orient et de craintes renouvelées d'une inflation durable. Selon Reuters, les principaux indices de Wall Street — le Dow Jones, le S&P 500 et le Nasdaq — ont tous chuté de plus de 1,5 %, tandis que le baril de Brent a franchi la barre des 100 dollars.

- Plus de 15 milliards de dollars perdus par les producteurs de pétrole du golfe Persique à cause du conflit, selon le *Financial Times*

Les producteurs de pétrole du golfe Persique ont perdu environ 15,1 milliards de dollars de recettes en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz, rapporte le *Financial Times*, citant des sources. D'après les calculs de la société de conseil Wood Mackenzie, la fermeture effective du détroit a été surtout préjudiciable à l'Arabie saoudite, qui enregistre une perte de 4,5 milliards de dollars de recettes d'exportation de pétrole.

La compagnie pétrolière et gazière qatarie, Qatar Energy, a perdu environ 571 millions de dollars de recettes entre le 2 et le 11 mars en raison de la suspension de la production pétrolière. Les experts estiment que l'Irak, dont 90 % des recettes budgétaires proviennent de la production pétrolière, pourrait être le pays le plus durement touché par les perturbations de la production et de l'approvisionnement en produits pétroliers. Le Qatar et le Koweït pourraient également subir des conséquences négatives, mais à court terme ils peuvent puiser dans leurs fonds souverains, note le journal américain.

Etats-Unis.

Les États-Unis lèvent les sanctions sur le pétrole russe - RT 13 mars 2026

Les États-Unis ont temporairement autorisé la vente de pétrole brut et de produits pétroliers russes chargés sur des navires avant le 12 mars, selon une autorisation générale délivrée par le Trésor américain. Cette exemption est valable jusqu'au 11 avril et ne s'applique pas aux transactions et activités liées à l'Iran, au gouvernement iranien, ni aux biens et services d'origine iranienne.

Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a présenté cette mesure comme l'une des nombreuses initiatives visant à renforcer la stabilité des marchés mondiaux de l'énergie, ce qui

permettra d'accroître la portée mondiale des approvisionnements existants. *« Cette mesure à court terme et à portée limitée s'appliquant seulement au pétrole déjà en transit n'apportera pas d'avantages financiers significatifs au gouvernement russe qui tire la majeure partie de ses revenus énergétiques des taxes prélevées sur les lieux d'extraction »*, a-t-il écrit sur X.

En Russie, cette décision est interprétée comme une reconnaissance du fait que le marché mondial de l'énergie ne peut rester stable sans pétrole russe. Sur sa chaîne Telegram, le représentant spécial du président russe, Kirill Dmitriev, souligne que Scott Bessent avait annoncé non seulement l'assouplissement des restrictions sur les achats de pétrole russe par l'Inde, mais aussi la levée de toutes les restrictions sur environ 100 millions de barils de pétrole russe en transit.

« Face à la crise énergétique croissante, l'assouplissement des restrictions sur les hydrocarbures russes semble devoir inévitablement se poursuivre, malgré la résistance d'une partie des bureaucrates de Bruxelles », a-t-il ajouté.

France.

En famille. Une raison de plus pour boycotter les élections municipales. Confirmation.

"Les partis font fausse route": l'ex-maire LR de Perpignan Jean-Marc Pujol se rallie au RN Louis Aliot pour les municipales - BFMTV 13 mars 2026

Jean-Marc Pujol, maire LR de Perpignan de 2009 à 2020, appelle à voter pour le maire actuel Louis Aliot (RN) lors des municipales des 15 et 22 mars, alors que les deux hommes ont été opposés aux scrutins de 2009, 2014 et 2020.

"Une municipale échappe toujours à une logique de partis. J'ai toujours été un homme de droite, j'appelle à voter pour la liste d'union des droites et du peuple, celle de Louis Aliot", a déclaré ce vendredi 13 mars Jean-Marc Pujol, 76 ans, confirmant un ralliement évoqué sur Ici Roussillon.

Sénégal.

Sénégal : le Premier ministre Ousmane Sonko conteste un contrat gazier avec BP et frappe les secteurs minier et industriel - RT13 mars 2026

Le gouvernement sénégalais a lancé une vaste offensive contre plusieurs contrats liés aux ressources naturelles, dans le cadre de la révision des accords conclus sous les précédentes administrations. Le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé le 12 mars que d'importants changements étaient en préparation afin de corriger ce qu'il qualifie de contrats « injustes » pour l'État.

Au cœur de cette démarche figure le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim, exploité par le groupe britannique BP. Selon l'examen mené par le gouvernement, l'accord encadrant ce projet serait « déséquilibré et défavorable » au Sénégal. Le chef du gouvernement a indiqué qu'un document détaillant les conclusions de cet audit serait prochainement rendu public, précisant que l'analyse concernait également des contrats dans les secteurs de la pêche et des infrastructures.

Pour Ousmane Sonko, la renégociation des accords énergétiques doit permettre de renforcer les finances du pays et de rendre le gaz moins coûteux pour l'industrie comme pour les ménages. Malgré les difficultés budgétaires et un calendrier de remboursement jugé « *difficile et douloureux* », il a toutefois exclu un plan de restructuration de la dette.

Le chef du gouvernement a également indiqué que les discussions visant à nationaliser le projet gazier Yakaar-Teranga étaient sur le point d'aboutir. Ce champ est actuellement exploité par l'entreprise américaine Kosmos Energy, qui détient 90 % de participation et en assure l'exploitation depuis 2023, après le retrait de BP.

Selon les autorités sénégalaises, le pays devrait récupérer ce bloc « *sans coût* » dans les prochaines semaines, alors que la licence d'exploitation arrive à expiration en juillet.

Le gouvernement a également annulé plusieurs permis d'exploration offshore, notamment sur les blocs Diender Offshore, Differe, Cayar Offshore Shallow, Saint-Louis Offshore Shallow et Rufisque Offshore, estimant que les périmètres attribués auparavant étaient trop vastes et ne respectaient pas les standards internationaux.

Ces annonces interviennent alors que le Sénégal est entré dans le cercle des pays producteurs de pétrole en juin 2024 avec le démarrage du champ Sangomar, exploité par la compagnie australienne Woodside Energy.

Dans le secteur minier, le gouvernement a pris une mesure spectaculaire en gelant les comptes de la société Industries Chimiques du Sénégal (ICS) jusqu'au paiement d'environ 250 milliards de francs CFA, soit près de 380 millions d'euros, réclamés par l'État.

Cette entreprise, contrôlée par le groupe singapourien Indorama Corporation, a été pointée par le Premier ministre comme l'un des principaux contrevenants aux obligations contractuelles dans l'exploitation du phosphate et des engrais. Au total, 71 permis miniers, dont 14 licences d'or, ont été révoqués pour non-respect des engagements contractuels.

Au-delà du secteur extractif, l'audit mené par les autorités aurait également révélé que plusieurs projets d'infrastructures auraient été surfacturés en moyenne de 15 %, coûtant des centaines de millions d'euros au pays. Pour Ousmane Sonko, ce vaste chantier ne fait que commencer.

« *Nous sommes encore loin d'avoir achevé ce travail* », a-t-il déclaré, précisant que la révision des contrats et des pratiques économiques devrait se poursuivre tout au long de son mandat afin de « *changer complètement la manière de faire* ».

J-C – Bravo ! Mais faites attention à votre peau monsieur Ousmane Sonko, les Anglais et les Américains ne vont pas vraiment apprécier !

On a le droit de le soutenir sur ce coup-là, même si c'est un social-démocrate, n'en déplaise aux gauchistes et autres marxistes « *orthodoxes* » qu'on emmerde !